

L'avenir de la filière agro-alimentaire française et européenne



FÉDÉRATION NATIONALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES



212 000

adhérents et des élus impliqués à tous les échelons pour construire un réseau démocratique et de proximité, fondement de notre représentativité.

TOUS LES TERRITOIRES

De la commune au national en passant par le département et la région, notre syndicat repose sur des responsables élus par leurs pairs à tous les échelons.



TOUTES LES PRODUCTIONS



Des abeilles aux pommes de terre, en passant par le lin et les fruits, des céréales aux bovins, des ovins aux légumes...

31 Associations spécialisées

représentent les intérêts et spécificités de chaque production.

13 Commissions thématiques permanentes

montagne et zones défavorisées, agriculture biologique, territoires, environnement, fiscale et sociale, viticulture, apiculture....





4 axes d'actions pour savoir tirer les leçons de la crise sanitaire COVID19

Conserver et
moderniser nos filières
de production et en
assurer la
compétitivité.

Accompagner une
croissance durable
intégrant les enjeux
environnementaux :
Pacte de confiance
entre consommateurs,
agriculteurs et Etat.

Une souveraineté
ouverte, responsable
et européenne.

Plus d'Europe !
Pour une PAC qui
garantit une alimentation
en quantité et en
diversité pour tous
les territoires.

1

IL FAUT UN PACTE ENTRE CITOYENS ET AGRICULTEURS POUR ASSURER UNE CROISSANCE DURABLE DE L'AGRICULTURE

Les agriculteurs s'engagent sur la transition écologique pour apporter les solutions de demain :

- Sur l'adaptation au changement climatique,
- Sur le développement de la biodiversité,
- Sur l'utilisation raisonnée des intrants
- Sur le développement de circuits de distribution avec une meilleure répartition de la valeur...

La société s'engage à accompagner la transition écologique de l'agriculture française :

- En privilégiant le dialogue constructif plutôt que la stigmatisation destructrice des pratiques,
- En plaçant les agriculteurs en situation de vivre dignement de la vente de leurs produits afin de répondre toujours mieux aux attentes sociétales sur la transition écologique,
- En permettant la conciliation entre activité économique et transition écologique.

L'Etat s'engage à accompagner financièrement et réglementairement :

- En cessant la politique exclusive de montée en gamme mais en donnant à l'agriculture française la possibilité de produire pour toutes les gammes,
- En accompagnant les transitions écologiques de toutes les exploitations agricoles (conventionnelles, labellisées, certifiées...),
- En mettant en place une politique ambitieuse de développement de l'économie circulaire,
- En s'appuyant sur la recherche, fondamentale et appliquée, et l'innovation, notamment des agriculteurs, pour trouver les réponses permettant de soigner les plantes et les animaux.



PERMETTRE AUX AGRICULTEURS DE VIVRE DE LEUR METIER

- ⇒ Par la mise en œuvre de loi EGalim afin de favoriser la contractualisation et dégager de la visibilité pour les agriculteurs sur des débouchés qui soient rémunérateurs
- ⇒ Par un partage de la valeur qui permet de tenir compte des indicateurs de coût de production français

NOS DEMANDES :

- Pas de remise en cause de la Loi EGalim : maintien du dispositif encadrement de la revente à perte et des promotions pour éviter la destruction de valeur ;
- Poursuite des contrôles et sanctions concernant les potentielles pratiques déloyales de l'aval de la chaîne ;
- Respect des indicateurs de coût de production dans les contrats ;
- Transparence sur les marges de chaque maillon, y compris pendant la crise (Observatoire de la Formation des Prix et des Marges).



2 IL FAUT RÉORIENTER NOS POLITIQUES PUBLIQUES

En confortant et en (re)construisant des filières sur le territoire

- Par une politique d'investissement et de compétitivité (notamment via des baisses de charges) qui s'appuie sur la recherche et l'innovation sur l'ensemble des maillons des filières et notamment la logistique et les capacités de stockage,
- Par la promotion de l'origine France permettant d'associer les consommateurs, de les responsabiliser et de les former sur la construction du prix de leur alimentation,
- Par le contrôle de la bonne application des EGAlim,
- Par le développement de filières longues de biomasse génératrice de valeurs non alimentaires (énergie, bioplastique, chimie verte...).

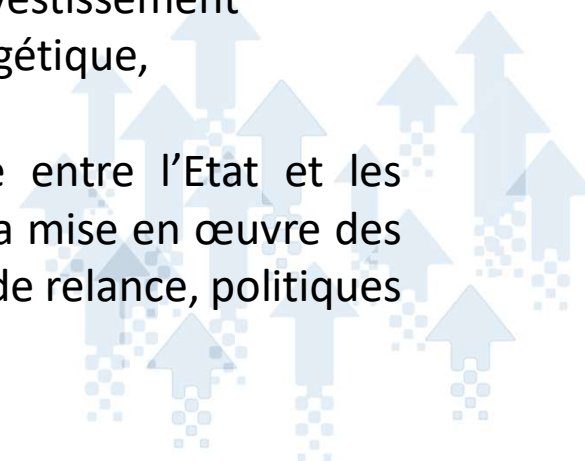




2 IL FAUT RÉORIENTER NOS POLITIQUES PUBLIQUES

En se dotant de moyens à la hauteur de l'ambition

- PAC : avec un éco-régime économique et pas seulement écologique. La PAC doit être repensée par le prisme de la souveraineté alimentaire et économique européenne, à l'heure où le multilatéralisme est en berne,
- Par des affectations budgétaires d'envergure pour favoriser l'investissement productif Agri-Agro et accompagner les transitions écologique et énergétique,
- En tirant meilleur parti d'une interaction plus forte et cohérente entre l'Etat et les collectivités territoriales (Régions notamment) dans la définition et la mise en œuvre des politiques d'investissement ou de recherche et développement (plan de relance, politiques de gestion de l'eau) .





NOS PROPOSITIONS



A

X

E

2

FAVORISER L'ORIGINE FRANCE

⇒ Par des dispositifs réglementaires et législatifs qui évoluent en faveur d'une plus grande transparence de l'Origine France

⇒ Par une accélération des évolutions réglementaires nationales et européennes

NOS DEMANDES :

- Pousser l'expansion de l'expérimentation française dans le cadre de la stratégie Farm to Fork de la Commission européenne, en vue d'aller plus loin dans les démarches visant à renforcer l'étiquetage de l'origine des produits alimentaires, y compris transformés
- Soutenir une approche réglementaire dans un esprit de création de valeur pour les producteurs
- UE : Instaurer sur l'ensemble des produits frais comme transformés, une obligation de préciser l'origine des matières premières principales, quel que soit le circuit de commercialisation (RHF ou vente au détail)
- Renforcer la lutte contre la fraude alimentaire, en consolidant la traçabilité et en maintenant les sanctions existantes à ce sujet.



3

IL FAUT FAIRE DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE UN ENJEU STRATÉGIQUE POUR NOTRE PAYS ET POUR L'EUROPE

1. La souveraineté alimentaire est une chance pour la France et pour l'Europe :

- Pour les consommateurs,
- Pour plus de résilience face aux crises,
- Pour plus d'emploi,
- Pour plus de dynamisme territorial,
- Pour les équilibres alimentaires mondiaux,
- Pour plus de stabilité politique internationale.

2. La souveraineté alimentaire nécessite de repenser l'attitude de la France et de l'Europe face à la mondialisation, ce n'est pas un repli sur soi :

- Des outils de correction de marchés sont nécessaires pour permettre aux agriculteurs de supporter la volatilité. Des mécanismes de gestion de crise s'imposent pour une meilleure répartition de la valeur.
- Prôner la souveraineté alimentaire en France, c'est aussi prôner la capacité des pays en développement à construire leur propre modèle de développement agricole. La capacité des pays en développement à construire leur souveraineté alimentaire est un gage de stabilité,
- Mais le développement du commerce international demeure indispensable car il est impératif que la France et l'Europe participe à l'équilibre alimentaire mondial. L'export agro-alimentaire est, ne l'oublions pas, une clé de la balance commerciale agricole excédentaire française et de la création de richesse et d'emploi en France,
- Nous souhaitons donc à la fois produire suffisamment pour le marché alimentaire interne et être présent dans les échanges internationaux, mais à des conditions équitables : N'importons pas l'agriculture que nous ne voulons pas !





NOS PROPOSITIONS



A

X

E

3

PRESERVER LES MOYENS DE PRODUCTION POUR UN AGRICULTURE COMPETITIVE

⇒ Par la protection des terres agricoles

NOS DEMANDES :

- Améliorer la prise en compte de l'agriculture dans les documents d'urbanisme ;
- Classer systématiquement les biens à vocation agricole en zones A des PLU par rapport à la zone N ;
- Réévaluer strictement, lors de la création ou la révision des PLUi et des SCoT, les zones à urbaniser nécessaires aux besoins réels ;
- Renforcer les CDPENAF ;
- Renforcer la compensation agricole collective : ce dispositif doit être réellement intégré dans la logique éviter, réduire, compenser



NOS PROPOSITIONS



A

X

E

3

PRESERVER LES MOYENS DE PRODUCTION POUR UN AGRICULTURE COMPETITIVE

⇒ Par l'encouragement des projets agricoles par l'investissement : exemple de l'eau

NOS DEMANDES :

- Mobiliser les responsables politiques en faveur de la gestion de la ressource en eau (stockage, transfert et REUT), afin de contribuer à un débat apaisé dans les territoires, et en visant une augmentation de l'offre en eau face à des épisodes de sécheresse toujours plus fréquents ;
- Relancer et sécuriser juridiquement des projets de mobilisation de ressources d'eau conduits dans les territoires et des Projets de Territoire pour la Gestion de l'Eau ;
- Mettre en œuvre des mesures en faveur du déploiement des projets de réutilisation des eaux usées ;
- Mobiliser des moyens financiers publics à la mobilisation de ressources en eau et à l'irrigation durable, tant aux niveaux européens que français ;
- Mettre en place des contrats de prestation de services environnementaux autour de l'apport du stockage de l'eau et de l'irrigation à la préservation des milieux.



NOS PROPOSITIONS



A

X

E

3

PRESERVER LES MOYENS DE PRODUCTION POUR UN AGRICULTURE COMPETITIVE

⇒ Ne pas laisser les agriculteurs sans alternative : exemple de la santé des plantes

NOS DEMANDES :

- Pas d'interdiction sans solution
- Amplifier la recherche et l'expérimentation de solutions innovantes pour la santé des végétaux
- Accompagner les agriculteurs dans l'appropriation de nouvelles solutions et la prise de risque
- Aider à l'investissement en nouveaux matériels de pulvérisation de précision.
- S'appuyer sur l'engagement des acteurs agricoles
- Renforcer la communication sur la santé des végétaux et son importance auprès des citoyens et consommateurs afin d'en faire comprendre les enjeux



NOS PROPOSITIONS



A X E 3

PRESERVER LES MOYENS DE PRODUCTION POUR UN AGRICULTURE COMPETITIVE

⇒ Soutenir la recherche et l'innovation

NOS DEMANDES :

- Défendre les marchés stratégiques tels que l'agriculture et l'élevage de précision et l'agroéquipement, le biocontrôle animal et végétal, les carburants durables, la recherche et l'amélioration génétique ou encore la production de protéines, en soutenant les projets structurants pour la filière.
- Défendre le principe d'innovation et protéger les expérimentations autorisées face aux actions de dégradation (ex : faucheurs volontaires).
- Renforcer le dispositif du Crédit d'Impôt Recherche pour les PME/TPE ou pour certains secteurs sur lesquels des efforts particuliers d'innovation doivent être accentués (biocontrôle, robotisation agricole, numérique...).
- Lever les freins à l'innovation pour la production agricole :
 - financer la prise de risques lors des changements de systèmes dans les exploitations ;
 - sécuriser un cadre juridique en faveur des nouvelles techniques de sélection (mutagenèse ciblée, édition génomique...) ;
 - développer la vulgarisation scientifique permettant aux innovations en agriculture d'être mieux comprises.
- Accompagner la transition vers le numérique, permettant à la fois de gagner en compétitivité économique et de minimiser l'impact environnemental et de répondre aux besoins d'information du consommateur.



NOS PROPOSITIONS



A X E 3

PARTICIPER AUX ECHANGES MONDIAUX

⇒ Revoir les conditions des échanges mondiaux

NOS DEMANDES :

- Reconnaître une spécificité du secteur agricole et agroalimentaire
- Renforcer le droit à la sécurité alimentaire de tous les pays par la production locale et l'accès aux denrées alimentaires du marché
- Améliorer la transparence des marchés volume-Prix (AMIS)
- Améliorer les clauses de sauvegardes agricoles de l'OMC pour assurer la souveraineté alimentaire ;
- Prendre en compte le cadre de mise en application de l'Accord de Paris, (climat et sécurité alimentaire) et les objectifs de développement durable dans la politique commerciale européenne ;
- Renforcer les actions d'appui à l'export pour le secteur agricole et agroalimentaire notamment dans le cadre des actions menées par la Team France Export (Marque Taste France, valorisation de la qualité française à l'étranger, appui et information sur les démarches administratives, guichets uniques, etc.).



AXE 3



4

IL FAUT PLUS D'EUROPE !

- Comme en 2008, les institutions européennes ont rapidement réagi pour des simplifications administratives... Mais dès qu'il s'agit d'aborder les questions budgétaires, les dissensions entre Etats Membres resurgissent et bloquent l'action, pourtant attendue de l'Union...
- La PAC est pourtant la première politique intégrée et demeure un ciment de l'UE,
- La PAC doit fixer un objectif de production à l'Union Européenne pour garantir une alimentation pour tous, tous les marchés, tous les budgets, en étant irréprochable sur la traçabilité et la partie sanitaire. Agriculture conventionnelle, agriculture biologique, agriculture raisonnée, circuits courts, haut de gamme, entrée de gamme, la politique agricole européenne doit s'appuyer sur la diversité des formes d'agriculture dans le but de nourrir nos concitoyens qu'ils soient dans les villes ou en zone rurale,
- Plus d'Europe, c'est aussi réduire d'urgence les distorsions internes à l'UE et aller vers plus d'harmonisation fiscale, sociale et environnementale. Ce chantier est en panne,
- Plus d'Europe, c'est enfin repenser le rôle des institutions et le renforcement de l'Union politique grâce à un véritable système de responsabilité démocratique, de légitimité et de renforcement des institutions.





NOS PROPOSITIONS



A X E 3

POUR UNE EUROPE QUI PROTEGE ET ACCOMPAGNE LES AGRICULTEURS

⇒ Revoir les conditions des échanges mondiaux

NOS DEMANDES :

L'AGRICULTURE EUROPEENNE A BESOIN D'UNE PAC FORTE

- Dotée d'un budget accessible
- Disposant d'outils de régulation rénovés et renforcés.

ALLER VERS UNE COHERENCE DES POLITIQUES PUBLIQUES EUROPEENNES

- La France ainsi que l'Union européenne doivent assurer une cohérence entre leur politique environnementale et climatique et leur politique commerciale, en particulier dans le domaine agricole, afin d'éviter les distorsions de concurrence :
 - Mettre en place le mécanisme d'inclusion carbone aux frontières ;
 - Mettre en place des clauses de sauvegardes efficaces et qui puissent être activées très rapidement par la Commission européenne ;
 - Eviter la superposition d'Accords de Libre-Echange (ALE) dont les impacts négatifs sont exponentiels ;
 - Mettre en place des mesures-miroirs entre les ALE et les réglementations européennes afin d'éviter les distorsions induites par les accords de libre-échange ;
 - Mettre en oeuvre la loi EGalim et son article 44, qui interdit de proposer à la vente ou de distribuer gratuitement des produits ne respectant pas des standards européens.
- Systématiser la réalisation de véritables études d'impact sur les enjeux économique et sociaux de la production agricole avant toute mise en oeuvre de nouvelles politiques environnementales et sanitaires.



Worlds Farmers' Organisation



W
O
R
L
D

WFO RECOMMENDATIONS FOR ELIMINATING RURAL POVERTY AND ACHIEVING FOOD SECURITY

- By providing farmers with the right tools, knowledge and techniques, food security can be realized in all countries. Subsistence farmers need help to become rural entrepreneurs in order to raise their incomes and break down the vicious cycle of poverty.
- Agriculture also has an important role to play in assuring social, economic and ecological functions to ensure a decent living for farm families and so slow down the rural exodus and a growing concentration of poverty in the cities.

Worlds Farmers' Organisation recommendations

- ⇒ **ALLOCATE MORE RESOURCES TO AGRICULTURE**
- ⇒ **INVEST IN INFRASTRUCTURE**
- ⇒ **STRENGTHEN AND INVOLVE FARMERS' ORGANISATIONS**
- ⇒ **ENSURE SECURE ACCESS TO RESOURCES**
- ⇒ **PROMOTE GREATER MARKET STABILITY**
- ⇒ **PROMOTE AND SHARE RESEARCH AND ADAPTED TECHNOLOGIES**



Worlds Farmers' Organisation



W
O
R
L
D

WFO Policy on International Trade

- The parallel elimination of all forms of export subsidies and disciplines on all export measures with equivalent effect
- Improved market access
- Substantial reduction in trade-distorting domestic support
- Special and differential treatment for developing countries and least developing countries
- Strengthened rules applied to export prohibition/restriction and export taxes
- Proper protection of geographical indications as provided for under the WTO agreement on trade in intellectual property (TRIPS) and recognition of country-of-origin requirements that allows countries to distinguish their products without distorting trade.

Worlds Farmers' Organisation recommendations

- ⇒ **Strengthen international standards**
- ⇒ **Reduce protectionist measures**
- ⇒ **Encourage capacity building**
- ⇒ **Increase the transparency and predictability of agricultural markets**
- ⇒ **Ensure farmers benefit fairly from the opening of markets**



Thank you for your attention !



- <https://www.fnsea.fr/plateforme-propositions-fnsea/>